

SOMMAIRE

La plainte en ligne

- **A quoi correspond ce sommaire ?** Celui-ci correspond à l'ensemble des articles du Code de déontologie, ce dernier devant être appliqué par la sage-femme dans son exercice quotidien. Si vous formez une plainte disciplinaire à l'encontre d'une sage-femme, cela implique que cette dernière n'a pas respecté ses devoirs professionnels selon vous.

- **A quoi sert le sommaire ?** Pour comprendre les manquements reprochés et les apprécier, l'Ordre/ la juridiction disciplinaire doit pouvoir les identifier. C'est dans ce contexte, que vous devez indiquer quel(s) manquement(s) ont été commis par la sage-femme, selon votre appréciation, au regard des faits.

Exemple : divulgation d'information concernant ma santé à une autre personne = violation du respect du secret professionnel (article R4127-304 du Code de la santé publique).

- **Comment utiliser le sommaire ?** Il convient de sélectionner l'intitulé du manquement reproché et de l'indiquer dans le formulaire (1). Les manquements sont classés par thématique - le nom correspondant au contenu – et une recherche par mot-clé peut être réalisée. Si la mention de l'intitulé du manquement est obligatoire pour pouvoir valider le formulaire, le numéro de l'article est facultatif.

Ensuite, il convient d'expliquer pourquoi, selon vous, le comportement de la sage-femme a été contraire à cette obligation/ interdiction, en vous appuyant notamment sur les faits (2).

- **Où trouver l'intégralité du Code de déontologie, avec le contenu des articles ?**

Suivant [le lien Légifrance](#) (articles R4127-301 à R4127-372 du Code de la santé publique).

Nous vous précisons que le sommaire ci-dessous correspond à la dernière version du Code de déontologie de la profession de sage-femme (décret n° 2025-1426 du 30 décembre 2025 portant modification du code de déontologie des sages-femmes).

Champ d'application du Code de déontologie (article R4127-301 du Code de la santé publique).

Devoirs généraux des sages-femmes

- **Respect de la vie et de la dignité de la personne** (article R4127-302 du Code de la santé publique).
- **Principes de moralité et de probité** (article R4127-303 du Code de la santé publique).
- **Respect du secret professionnel** (article R4127-304 du Code de la santé publique).
- **Devoir de développement professionnel continu** (article R4127-305 du Code de la santé publique).
- **Indépendance professionnelle** (article R4127.306 du Code de la santé publique).

- **Interdiction d'exercer la profession comme un commerce** (article R4127-307 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de dépasser ses compétences et connaissances professionnelles** (article R4127-308 du Code de la santé publique).
- **Liberté et devoirs relatifs à la prescription** (article R4127-309 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de distribuer à des fins lucratives des produits présentés comme ayant un intérêt pour la santé et des médicaments non autorisés** (Article R4127-310 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de recevoir ou de procurer des avantages injustifiés** (Article R4127-311 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de procéder à des fraudes et abus de cotations** (article R4127-312 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de déconsidérer la profession de sage-femme** (Article R4127-313 du Code de la santé publique).
- **Interdiction d'utiliser un mandat électif à des fins professionnelles** (Article R4127-314 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de compérage** (Article R4127-315 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de complicité d'exercice illégal** (Article R4127-316 du Code de la santé publique).
- **Devoir d'assistance à la personne en cas de péril** (article R4127-317 du Code de la santé publique).
- **Devoir de participation aux actions de promotion, d'éducation et de protection de la santé** (article R.4127-318 du Code de la santé publique).
- **Devoirs relatifs aux actions d'information à destination du public** (article R4127-319 du Code de la santé publique).

Devoirs envers les patients

- **Devoir de réaliser des soins conformes aux données acquises de la science** (article R4127-320 du Code de la santé publique).
- **Devoir d'élaborer un diagnostic de manière consciencieuse** (article R4127-321 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de faire courir un risque injustifié** (article R4127-322 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de pratiquer du charlatanisme** (article R4127-323 du Code de la santé publique).
- **Respect du libre choix du patient** (article R4127-324 du Code de la santé publique).
- **Devoir de non-discrimination** (article R4127-325 du Code de la santé publique).
- **Devoir de disposer d'une attitude correcte et attentive** (article R4127-326 du Code de la santé publique).
- **Respect des conditions relatives au refus de soins** (article R4127-327 du Code de la santé publique).

- **Devoir de continuité des soins en cas de danger public** (article R4127-328 du Code de la santé publique).
- **Devoir de facilitation d'accès aux avantages sociaux** (article R4127-329 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de s'immiscer dans les affaires familiales et la vie privée** (article R4127-330 du Code de la santé publique).

Information et consentement

- **Devoir de recueillir le consentement du patient** (article R4127-331 du Code de la santé publique).
- **Devoir d'information du patient** (article R4127-332 du Code de la santé publique).
- **Devoir d'information des personnes désignées par le patient en cas de danger imminent** (article R4127-333 du Code de la santé publique).
- **Respect du droit des patients mineurs et patients majeurs protégés** (article R4127-334 du Code de la santé publique).
- **Respect de la volonté du patient souhaitant rester dans l'ignorance d'un diagnostic/ pronostic grave** (article R4127-335 du Code de la santé publique).

Protection des patients

- **Devoir de protection en cas de sévices** (article R4127-336 du Code de la santé publique).
- **Devoir en cas de prise en charge d'une personne privée de liberté** (Article R4127-337 du Code de la santé publique).

Devoirs entre sages-femmes et vis-à-vis des autres professionnels de santé

- **Devoir de confraternité entre pairs** (article R4127-338 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de détournement de patientèle** (article R4127-339 du Code de la santé publique).
- **Devoir relatif à la prise en charge d'une patiente initialement suivie par une autre sage-femme** (article R4127-340 du Code de la santé publique).
- **Devoir d'entretenir de bons rapports avec les autres professionnels de santé** (article R4127-341 du Code de la santé publique).
- **Devoir de proposer la consultation d'un autre professionnel de santé dans certaines circonstances** (article R4127-342 du Code de la santé publique).

Exercice de la profession

Règles communes à tous les modes d'exercice

- **Devoir de formation des étudiants** (article R4127-343 du Code de la santé publique).
- **Interdiction d'exercer dans des locaux commerciaux** (article R4127-344 du Code de la santé publique).
- **Devoir de disposer d'une installation conforme** (article R4127-345 du Code de la santé publique).
- **Devoir de respecter la réglementation relative aux données de santé** (article R4127-346 du Code de la santé publique).
- **Liberté et devoirs encadrant la rédaction des certificats** (article R4127-347 du Code de la santé publique).
- **Interdiction d'établir des certificats de complaisance** (article R4127-348 du Code de la santé publique).
- **Devoirs relatifs à la communication vis-à-vis public** (article R4127-349 du Code de la santé publique).
- **Interdiction d'utiliser le logo de l'Ordre et d'exercer sous un pseudonyme** (article R4127-350 du Code de la santé publique).
- **Devoir d'information pour les praticiens en exercice partiel** (article R4127-351 du Code de la santé publique).

Exercice libéral

- **Devoir relatif aux informations mentionnées sur les imprimés professionnels** (article R4127-352 du Code de la santé publique).
- **Devoir relatif aux informations mentionnées sur les annuaires à usage du public** (article R4127-353 du Code de la santé publique).
- **Devoir relatif aux informations mentionnées sur les plaques professionnelles** (article R4127-354 du Code de la santé publique).
- **Devoir relatif à l'information sur l'installation libérale** (article R4127-355 du Code de la santé publique).
- **Informations sur les honoraires** (article R4127-356 du Code de la santé publique).
- **Devoirs inhérents au remplacement** (article R4127-357 du Code de la santé publique).
- **Interdiction d'assistanat et exception dans des circonstances exceptionnelles** (article R4127-358 du Code de la santé publique).
- **Règles relatives à la collaboration libérale et salariée** (article R4127-359 du Code de la santé publique).
- **Interdiction de gestion de cabinet par autrui et exception en cas d'empêchement** (article R4127-360 du Code de la santé publique).
- **Devoirs relatifs à la conclusion et à la communication des contrats** (article R4127-361 du Code de la santé publique).
- **Règles inhérentes à l'exercice sur un site distinct** (article R4127-362 du Code de la santé publique).

-Exercice en commun et respect de l'indépendance professionnelle (article R4127-363 du Code de la santé publique).

Exercice salarié

-Contrat salarié et respect de l'indépendance professionnelle (article R4127-364 du Code de la santé publique).

-Devoirs relatifs à la conclusion et à la communication des contrats (article R4127-365 du Code de la santé publique).

- Interdiction de profiter du statut salarié à des fins personnelles (article R4127-366 du Code de la santé publique).

Exercice en qualité de sage-femme experte

- Information de la patiente concernant l'expertise (article R4127-367 du Code de la santé publique).

- Interdiction de cumuler la qualité de sage-femme experte et de sage-femme traitante (article R4127-368 du Code de la santé publique).

- Devoir de récusation à l'expertise dans certaines circonstances (article R4127-369 du Code de la santé publique).

Procédures ordinaires

-Devoir de révéler les faits utiles à l'instruction dans le cadre d'une procédure disciplinaire (article R4127-370 du Code de la santé publique).

-Devoir de déclaration de la modification/cessation d'activité à l'Ordre (article R4127-371 du Code de la santé publique).

-Motivation des décisions de l'Ordre et recours contre ces dernières (article R4127-372 du Code de la santé publique).